



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2021-27
Séance du 27 mai 2021 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt et un, le vingt-sept mai à 18 heures 30, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans la salle polyvalente du château des évêques, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Aldon, Caizergues, Castellon, Hubert, Lenoir, Oudinot, Perez, Petit, Salgues, Serra, Viala
Mmes Berard, Enjalbert, Gouard, Joannot, Palau, Pervent, Suau, Torrandell, Vilaplana

Absents ayant donné procuration : M. Briane pouvoir à Mme Pervent, M. Deyrat pouvoir à M. Huber

Absents : Mme Balsan

Secrétaire de séance : Mme Brigitte Torrandell

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 20

Procurations : 2

Absents : 1

Votants : 22

Date de convocation et affichage

21 mai 2021

Objet : Rectification erreur matérielle – délibération n° 2020-41 autorisant la signature d'une convention de servitude de passage en faveur de Bouygues Télécom pour la parcelle BO 69

M. le maire donne la parole à M. Philippe LENOIR, adjoint délégué à l'urbanisme et aux travaux qui indique qu'une erreur matérielle sans conséquence sur le sens de la décision s'est glissée dans la délibération n° 2020-41 du 05 novembre 2020 autorisant la signature d'une convention de servitude de passage en faveur de Bouygues Télécom pour la parcelle BO 69.

En effet, la durée de la convention est mentionnée comme suit :

« La convention de servitude est conclue pour la durée, éventuellement renouvelée, restant à courir de la dernière autorisation en vigueur délivrée par le Ministère des Postes et Télécommunications au profit de Bouygues Télécom. »

Il convient de modifier la durée comme suit :

« La convention de servitude est conclue pour une durée, éventuellement renouvelée, de douze ans. »

Le conseil municipal entend l'exposé de M. Philippe LENOIR, sur proposition de M. le maire et à l'unanimité décide d'approuver la modification telle que présentée.

Lavérune le 27 mai 2021

Roger CAIZERGUES
Maire

Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 3.5.2